

N°23
Novembre 2023

Méthode

L'effet des requalifications des infractions sur les statistiques mensuelles et annuelles de la délinquance enregistrée

Le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) suit chaque année des indicateurs de délinquance enregistrée par les forces de sécurité. Ces indicateurs font l'objet d'une première publication par le SSMSI en janvier de l'année suivante. Pour cette publication, le SSMSI dispose de peu de recul temporel par rapport à la fin de l'année précédente et certaines infractions sont requalifiées postérieurement. En effet, lors de l'enregistrement des infractions par les services de sécurité, il n'est pas rare qu'une infraction soit requalifiée dans le cadre de l'avancement de l'enquête. De fait, suite aux investigations, les informations initiales concernant l'infraction peuvent évoluer, auquel cas certaines infractions changent d'index (au sens de « l'État 4001 »), de nature d'infraction (Natinf), de division de la NFI (nomenclature française des infractions) et également de catégorie agrégée d'infraction (au sens des principaux indicateurs de la délinquance présentés dans les bilans annuels du SSMSI [[SSMSI, 2023](#)]). Une infraction peut être considérée comme un homicide, puis, par la suite, être requalifiée comme un suicide, un accident ou un décès naturel par exemple. La qualification de l'infraction va donc dépendre de l'état d'avancement de l'enquête qui sera plus ou moins longue selon la complexité de l'affaire.

C'est pourquoi une seconde publication est réalisée plus tard dans l'année afin de présenter les chiffres consolidés pour les indicateurs suivants : le nombre de victimes d'homicide, le nombre de mis en cause pour usage de stupéfiants, le nombre de mis en cause pour trafic de stupéfiants et le nombre de victimes d'escroquerie.

Afin de connaître le délai à partir duquel les données ne sont plus requalifiées et peuvent être considérées comme définitives, un travail méthodologique a été effectué permettant ainsi de suivre l'évolution de la qualification des infractions.

L'auteure remercie Laurianne Salembier pour son appui aux travaux et ses relectures.

Rédacteur en chef : Gwennaël Solard
Auteure : Maëlys Bernard

Table des matières

Effet des requalifications sur les données mensuelles	3
Méthodologie d'évaluation de l'effet requalification sur les données mensuelles.....	3
Les données disponibles.....	3
Champ utilisé.....	4
Méthodologie utilisée	4
Création des bases spécifiques servant au suivi des infractions.....	4
Définition d'un critère permettant de considérer les requalifications comme négligeables	5
Résultats sur les catégories agrégées d'infraction	7
Impact des requalifications	8
Délai de prise en compte des requalifications	9
Délai à partir duquel les révisions sont négligeables	10
Résultats sur les divisions de la NFI.....	11
Impact des requalifications	11
Délai de prise en compte des requalifications	12
Délai à partir duquel les révisions sont négligeables	13
Résultats sur les index.....	14
Impact des requalifications	14
Délai de prise en compte des requalifications	15
Délai à partir duquel les révisions sont négligeables	16
Résultats sur les natures d'infraction.....	16
Effet des requalifications sur les statistiques annuelles de la délinquance enregistrée.....	17
Méthodologie d'évaluation de l'effet requalification sur les données annuelles	17
Création des bases spécifiques servant à l'étude	17
Définition d'un critère permettant de considérer les requalifications comme négligeables	20
Résultats sur l'ensemble des indicateurs	20
Conclusion	21
Pour en savoir plus :	21
Annexe 1 : Évolution des agrégats mensuels par division de la NFI selon le recul temporel de l'extraction (en base 100).....	22
Annexe 2 : Délai de stabilisation par division de la NFI pour des agrégats mensuels.....	24
Annexe 3 : Évolution du nombre mensuel d'infractions enregistrées par index selon le recul temporel de l'extraction (en base 100).....	26
Annexe 4 : Délai de stabilisation par index pour des agrégats mensuels	30

Lors de l'enregistrement des infractions par les services de sécurité, il n'est pas rare qu'une infraction soit requalifiée dans le cadre de l'avancement de l'enquête. En effet, suite aux investigations, les informations initiales concernant l'infraction peuvent évoluer, auquel cas certaines infractions changent d'index, de nature d'infraction (Natinf), de division de la NFI (nomenclature française des infractions) et également de catégorie agrégée d'infraction (au sens des principaux indicateurs de la délinquance présentés dans les bilans annuels du SSMSI [\[SSMSI, 2023\]](#)). Une infraction peut être considérée comme un homicide, puis, par la suite, être requalifiée comme un suicide, un accident ou un décès naturel par exemple. La qualification de l'infraction va donc dépendre de l'état d'avancement de l'enquête qui sera plus ou moins longue selon la complexité de l'affaire. Il semble ainsi important de suivre l'évolution de ces requalifications pour connaître le délai à partir duquel les données ne sont plus requalifiées et pourront être considérées comme définitives.

Dans cette étude, l'effet requalification entre deux dates est estimé en comparant le stock d'infractions d'un type donné entre ces deux dates. Cela ne donne donc qu'une vision partielle de l'ensemble des requalifications dans la mesure où celles-ci peuvent jouer à la hausse ou à la baisse sur le stock d'infractions : certaines se compensent donc.

Dans la première partie, les stocks d'infractions seront suivis mensuellement afin d'observer l'impact des requalifications sur les données mensuelles. Ainsi il sera possible de voir le moment à partir duquel les données enregistrées un mois donné seront considérées comme définitives. Ce suivi sera effectué sur les principales catégories agrégées d'infraction, les index, les Natinf et les différentes divisions de la NFI.

Dans la deuxième partie, les agrégats annuels des indicateurs seront suivis mensuellement afin d'observer l'impact des requalifications sur les données annuelles. Il sera ainsi possible de déterminer le moment à partir duquel les données enregistrées une année donnée peuvent être considérées comme définitives.

Effet des requalifications sur les données mensuelles

L'objectif de cette partie est d'évaluer l'impact des requalifications sur des agrégats mensuels, basés sur différentes nomenclatures d'infraction.

Méthodologie d'évaluation de l'effet requalification sur les données mensuelles

Les données disponibles

Le SSMSI extrait des données des logiciels de rédaction des procédures au début de chaque mois pour constituer ses bases statistiques. Plus précisément, le SSMSI extrait chaque début de mois les infractions enregistrées entre le 1^{er} janvier de l'année en cours et la fin du mois précédent. Les bases de données ayant servi pour cette étude sont donc les bases des infractions enregistrées en 2022 extraites au début de chaque mois de l'année 2022. Ainsi, 12 bases sont disponibles (Figure 1) : la première a été extraite au début du mois de février 2022 et contient les infractions enregistrées en janvier 2022, la seconde a été extraite au début du mois de mars 2022 et contient les infractions enregistrées entre janvier et février 2022. Dans cette seconde base les infractions enregistrées en janvier 2022 auront pu être requalifiées pendant un mois alors que les infractions enregistrées en

février 2022 ne seront pas requalifiées¹. Enfin, la dernière et 12^{ème} base a été extraite au début du mois de janvier 2023 et contient les infractions enregistrées entre janvier et décembre 2022.

Cas particulier des infractions relatives à l'usage et au trafic de stupéfiants :

S'agissant des infractions relatives à l'usage et au trafic de stupéfiants, les bases utilisées sont les bases des mis en cause enregistrés en 2022 et extraites au début de chaque mois de l'année 2022. En effet les différents comptages effectués pour ces catégories agrégées d'infraction dans les différentes publications du SSMSI sont réalisés avec la base statistique des mis en cause (Alexis Gerbeaux, [2021](#)).

Figure 1 : Les différentes bases extraites pour le suivi mensuel des requalifications des agrégats mensuels

	Base 1	Base 2	Base 3	...	Base 12
Date d'extraction	Début février 2022	Début mars 2022	Début avril 2022	...	Début janvier 2023
Contenu	Infractions enregistrées en janvier 2022	Infractions enregistrées entre janvier et février 2022	Infractions enregistrées entre janvier et mars 2022	...	Infractions enregistrées entre janvier et décembre 2022
Recul	Infractions non requalifiées	-Infractions enregistrées en janvier 2022 requalifiées d'un mois -Infractions enregistrées en février 2022 non requalifiées	-Infractions enregistrées en janvier 2022 requalifiées de deux mois -Infractions enregistrées en février 2022 requalifiées d'un mois -Infractions enregistrées en mars 2022 non requalifiées	...	-Infractions enregistrées en janvier 2022 requalifiées de 11 mois -Infractions enregistrées en février 2022 requalifiées de 10 -Infractions enregistrées en mars 2022 requalifiées de 9 mois ... -Infractions enregistrées en décembre 2022 non requalifiées

Champ utilisé

Afin d'avoir un nombre suffisant d'infractions et de pouvoir quantifier avec précision l'impact moyen des requalifications, les infractions suivies seront celles enregistrées entre janvier et avril 2022. Ces requalifications seront alors suivies pendant 8 mois puisque les données seront au maximum révisées de 8 mois (jusqu'à l'extraction de janvier 2023)

Méthodologie utilisée

Création des bases spécifiques servant au suivi des infractions

Afin d'observer l'impact des requalifications en fonction des différents mois d'extraction, il est nécessaire que les infractions enregistrées entre janvier et avril 2022 au sein d'une même base aient le même délai de requalification. Néanmoins, les bases disponibles présentées précédemment contiennent des données avec des délais de requalification différents. Par exemple si on considère la

¹ Dans la pratique, les infractions enregistrées au mois de février peuvent avoir été requalifiées au cours de ce même mois. Par exemple, une infraction enregistrée le 10 février a pu être requalifiée le 20 février. Par abus de langage, on ne parle de « requalification » qu'entre deux extractions mensuelles des bases de données.

première base contenant les infractions enregistrées entre janvier et avril 2022, correspondant à la 4^{ème} base extraite (soit l'extraction au début du mois de mai 2022), les infractions enregistrées en janvier 2022 auront un recul de 3 mois, celles enregistrées en février auront un recul de 2 mois, celles de mars auront un recul d'1 mois et celle d'avril n'auront aucun recul. Afin que tous les mois d'enregistrement au sein de la même base aient le même recul, 9 nouvelles bases ont été créées contenant chacune les infractions enregistrées entre janvier et avril 2022 avec un délai de requalification identique au sein de chaque base et différent entre les bases (Figure 2).

Figure 2 : Les différentes bases créées pour le suivi mensuel des requalifications des agrégats mensuels

	Nom de la base créée	Mois d'enregistrement des infractions	Base extraite utilisée par mois d'enregistrement des infractions	Délai de requalification
1 ^{ère} base	Base_requalifiee_0	Janvier 2022	Base 1	0 mois
		Février 2022	Base 2	
		Mars 2022	Base 3	
		Avril 2022	Base 4	
2 ^{ème} base	Base_requalifiee_1	Janvier 2022	Base 2	1 mois
		Février 2022	Base 3	
		Mars 2022	Base 4	
		Avril 2022	Base 5	
3 ^{ème} base	Base_requalifiee_2	Janvier 2022	Base 3	2 mois
		Février 2022	Base 4	
		Mars 2022	Base 5	
		Avril 2022	Base 6	
4 ^{ème} base	Base_requalifiee_3	Janvier 2022	Base 4	3 mois
		Février 2022	Base 5	
		Mars 2022	Base 6	
		Avril 2022	Base 7	
9 ^{ème} base	Base_requalifiee_8	Janvier 2022	Base 9	8 mois
		Février 2022	Base 10	
		Mars 2022	Base 11	
		Avril 2022	Base 12	

La première base (base_requalifiees_0) contient les infractions enregistrées entre janvier et avril 2022 non requalifiées, c'est-à-dire qu'elle contient les infractions enregistrées en janvier 2022 dans la base extraite début février 2022 (base 1 extraite), les infractions enregistrées en février 2022 dans la base extraite au début du mois de mars 2022, les infractions enregistrées en mars 2022 dans la base extraite au début du mois d'avril 2022 et les infractions enregistrées en avril 2022 dans la base extraite au début du mois de mai 2022. La deuxième base comprend également les victimes enregistrées entre janvier et avril 2022, mais avec un recul d'1 mois. Enfin, la 9^{ème} et dernière base contient les infractions enregistrées entre janvier et avril 2022 présentes dans les bases extraites 8 mois plus tard.

Définition d'un critère permettant de considérer les requalifications comme négligeables

Comme l'évolution mensuelle n'est pas de la même ampleur pour l'ensemble des indicateurs, les requalifications n'auront donc pas le même impact sur l'interprétation de l'évolution des différents

indicateurs. Par exemple, 1 % de requalification sur un indicateur évoluant de 20 % chaque mois, et sur un indicateur n'évoluant que de 0,5 % par mois n'aura pas le même impact. Ainsi, choisir un critère en niveau absolu pour tous les indicateurs n'est pas le plus pertinent ; c'est pourquoi il a été préféré de sélectionner un critère basé sur les évolutions mensuelles de chaque indicateur suivi.

Pour ce faire, dans un premier temps pour chaque index, Natinf et division de la NFI, l'évolution du nombre d'infractions entre chaque base « *base_requalifiee* », précédemment créée a été calculée : c'est l'effet requalification. Pour les catégories agrégées d'infraction qui seront présentées dans la suite, les comptages ne correspondent pas nécessairement au nombre d'infractions. Il s'agit des comptages habituels utilisés pour ces indicateurs (victime, mis en cause, infraction, procédure, ...).

Dans un second temps, les évolutions mensuelles pour chaque type d'indicateur (index, Natinf, divisions de la NFI et catégorie agrégée d'infractions) ont été calculées entre janvier 2016 et décembre 2021.

Les requalifications seront considérées comme négligeables lorsque les révisions futures, i.e. qui interviendront lors des mois et années suivant l'extraction, auront un effet inférieur à 90 % des évolutions mensuelles en valeur absolue. Ces révisions futures peuvent être estimées par la différence entre la révision à long terme (prise ici par convention au mois 8) et la révision déjà prise en compte au mois en cours.

Prenons l'exemple des cambriolages de logements.

Le nombre de cambriolages de logements enregistrés entre janvier et avril 2022 a diminué de 1,1 % (Figure 3) entre la base non requalifiée et la base extraite 8 mois plus tard.

Figure 3 : Evolution du nombre de cambriolages de logements enregistrés entre janvier et avril 2022 en fonction du mois d'extraction

	Evolution des cambriolages de logements en base 100	Différence entre la révision à 8 mois et la révision déjà prise en compte au mois en cours (en point)
Base_requalifiees_0	100,0	1,1
Base_requalifiees_1	99,5	0,7
Base_requalifiees_2	99,3	0,5
Base_requalifiees_3	99,2	0,4
Base_requalifiees_4	99,1	0,3
Base_requalifiees_5	99,0	0,2
Base_requalifiees_6	98,9	0,1
Base_requalifiees_7	98,9	0,1
Base_requalifiees_8	98,8	0

Lecture : 0,4 % des requalifications de cambriolages de logements ne sont pas encore pris en compte après 3 mois.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Par ailleurs, 10 % (D1) (Figure 4) des évolutions mensuelles en valeur absolue² pour les cambriolages de logements sont inférieurs à 3,8 % et 50 % (D5) de ces évolutions ne dépassent pas 11,1 %.

Figure 4 : Décile des évolutions mensuelles en valeur absolue entre janvier 2016 et décembre 2021 pour les cambriolages de logements

	Décile 1	Décile 2	Décile 3	Décile 4	Décile 5	Décile 6	Décile 7	Décile 8	Décile 9
Cambriolages de logements	3,8 %	6,0 %	7,2 %	9,2 %	11,1 %	12,8 %	14,2 %	16,4 %	21,3 %

Lecture : 30 % (D3) des évolutions mensuelles de cambriolages de logements entre 2016 et 2021 sont inférieures à 7,2 %

Champ : France.

Source : SSMSI, bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales entre 2016 et 2021.

Ainsi pour les cambriolages de logements, dès la base non requalifiée (i.e. dès la base « requalifiees_0 » qui ne présente aucun recul dans l'extraction des données par rapport à leur enregistrement), les requalifications sont négligeables. En effet, la différence entre la révision à 8 mois et la révision déjà prise en compte dès le premier mois vaut 1,1 %. Celle-ci est inférieure au premier décile des évolutions mensuelles de la série (3,8 %), représentant la valeur pour laquelle 90 % des évolutions sont supérieures à cette valeur.

Dans la suite de ce travail seront présentés les résultats pour les différents indicateurs suivis, à savoir les différentes catégories agrégées d'infractions, index, Natinf et division NFI. Pour des questions de robustesse, seuls les indicateurs ayant un nombre d'enregistrements entre janvier et avril 2022 supérieur à 200 seront pris en considération.

Résultats sur les catégories agrégées d'infraction

À ce stade, 18 indicateurs de délinquance enregistrée entre janvier et avril 2022 sont suivis dans les bilans annuels par le SSMSI. Ces indicateurs ont déjà fait l'objet d'une publication par le SSMSI en septembre 2023 ([SSMSI, 2023](#)).

² Dans cette étude, les évolutions mensuelles ne sont pas corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (cvs-cjo). Cela serait plus pertinent de le faire pour calibrer le critère, mais ce type de correction n'est effectué que sur les catégories agrégées d'infraction, et pas pour les index, les Natinf ou les divisions de la NFI. Par harmonisation, il a été décidé d'utiliser les évolutions brutes pour tous les indicateurs. Cela conduit à avoir un critère plus souple que s'il était basé sur les évolutions cvs-cjo ; toutefois, c'est le premier décile de ces évolutions qui est retenu ici, ce qui reste assez contraignant.

Figure 5 : Évolution des agrégats mensuels par catégorie agrégée d'infractions selon le recul temporel de l'extraction pour des agrégats mensuels (en base 100)

	Mois 0 (aucun recul) – données du bilan provisoire du SSMSI	Mois 4 (4 mois de recul) – données du bilan définitif du SSMSI	Mois 8 (8 mois de recul)	Révision au bout de 8 mois (en %)
Homicides	100,0	83,8	82,7	-17,3
Coups et Blessures volontaires (CBV) [sur personnes de 15 ans ou plus]	100,0	99,3	99,2	-0,8
- <i>Violences intrafamiliales (VIF)</i>	100,0	99,4	99,3	-0,7
- <i>Hors VIF</i>	100,0	99,2	98,9	-1,1
Violences sexuelles	100,0	98,8	98,7	-1,3
- <i>Viols et tentatives de viols</i>	100,0	98,0	97,7	-2,3
- <i>Agressions sexuelles (y compris le harcèlement sexuel)</i>	100,0	99,6	99,7	-0,2
Vols avec armes (armes à feu, armes blanches ou par destination)	100,0	98,4	98,8	-2,7
Vols violents sans arme	100,0	99,1	98,8	-1,2
Vols sans violence contre des personnes	100,0	99,1	98,9	-1,1
Cambriolages de logements	100,0	99,1	98,8	-1,2
Vols de véhicules motorisés (automobiles et deux roues motorisées)	100,0	98,3	98,0	-2,0
Vols dans les véhicules	100,0	99,7	99,6	-0,4
Vols d'accessoires sur véhicules	100,0	100,0	100,0	0,0
Destructions et dégradations	100,0	100,7	100,9	0,9
Usage de stupéfiants	100,0	101,3	101,4	1,4
Trafic de stupéfiants	100,0	104,5	105,2	5,2
Escroqueries	100,0	99,6	99,4	-0,6

Lecture : Le nombre d'homicides enregistrés a été révisé à la baisse de 17,3 % entre la première extraction de la base de données et celle extraite 8 mois plus tard.

Champ : France.

Sources :

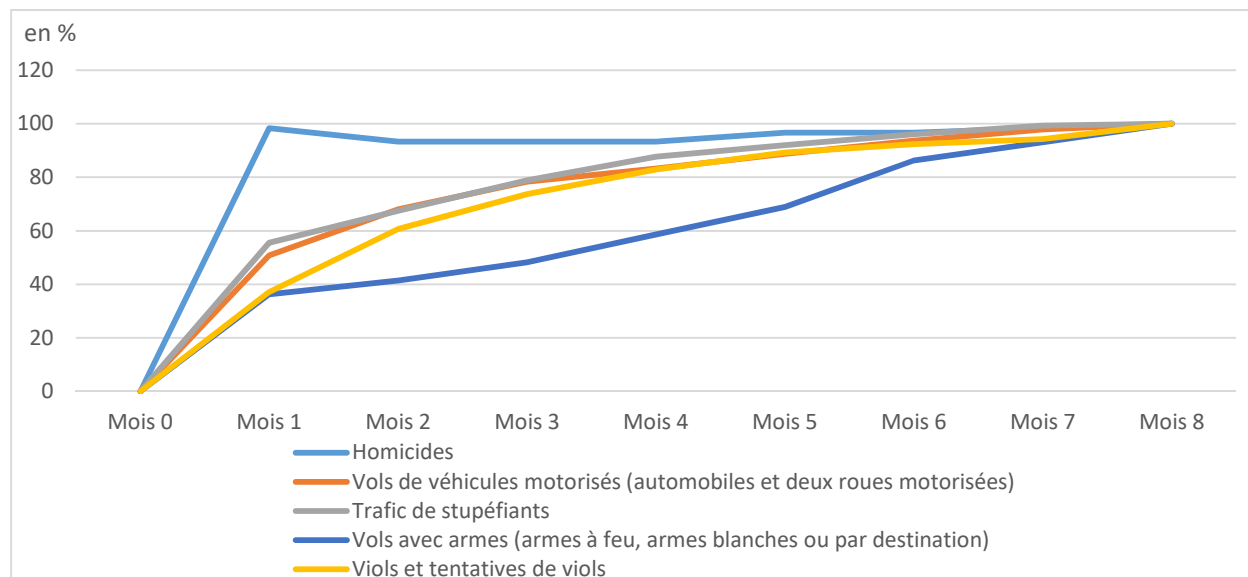
- *SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.*
- *SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des mis en cause pour des infractions élucidées par la police et la gendarmerie nationales en 2022*

Selon la catégorie de l'infraction considérée, les requalifications ont plus ou moins d'effets sur les comptages mensuels. Les homicides et les infractions de trafic de stupéfiants sont les plus concernés par les requalifications. En effet, le nombre d'homicides entre la première et la 8^{ème} base a été révisé à la baisse de plus de 17% (Figure 5) et celui du nombre de mis en cause pour trafic de stupéfiants a été révisé à la hausse de 5 %. Les vols de véhicules motorisés, les vols avec armes et les viols ou tentatives de viols sont également touchés par les requalifications puisque le nombre

d'enregistrements entre la base « requalifiee_0 » (i.e « M0-aucun recul ») et celle extraite 8 mois plus tard a été révisé de plus de 2 %. Pour les autres catégories agrégées d'infraction, l'écart en nombre d'enregistrements entre les 2 bases ne dépasse pas 1,4 %, niveau atteint pour l'usage de stupéfiants.

Délai de prise en compte des requalifications

Figure 6 : Évolution de la part des requalifications prises en compte au mois M parmi celles à 8 mois pour les séries d'homicides, de trafics de stupéfiants, de vols de véhicules motorisés, de vols avec armes et de vols et tentatives de vols, pour des agrégats mensuels



Lecture : 98 % des requalifications d'homicides sont prises en compte dès le premier mois.

Champ : France.

Sources :

- SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.
- SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des mis en cause pour des infractions élucidées par la police et la gendarmerie nationales en 2022

S'agissant des 5 catégories agrégées d'infraction les plus impactées par les requalifications, les homicides sont celles pour lesquelles les requalifications sont le plus rapidement prises en compte. En effet, alors que la quasi-totalité des requalifications pour les homicides sont déjà prises en compte dès le mois suivant (Figure 6), moins de 60 % le sont pour le trafic de stupéfiants et les vols de véhicules motorisés. Après 1 mois, seules un tiers des requalifications pour les vols avec armes et les vols et tentatives de vols sont prises en compte. 4 mois après la première extraction des données, à l'exception des vols avec armes, pour qui seules 59 % des requalifications sont prises en compte, plus de 80 % des requalifications le sont pour les 4 autres indicateurs.

Délai à partir duquel les révisions sont négligeables

Figure 7 : Délai de stabilisation par catégorie agrégée d'infractions de la délinquance, pour des agrégats mensuels

	Mois à partir duquel la série peut être considérée comme stable
Homicides	Mois 1
Coups et Blessures volontaires (CBV) [sur personnes de 15 ans ou plus]	Mois 0
- <i>Violences intrafamiliales (VIF)</i>	Mois 0
- <i>Hors VIF</i>	Mois 0
Violences sexuelles	Mois 1
- <i>Viols et tentatives de viols</i>	Mois 3
- <i>Agressions sexuelles (y compris le harcèlement sexuel)</i>	Mois 1
Vols avec armes (armes à feu, armes blanches ou par destination)	Mois 5
Vols violents sans arme	Mois 2
Vols sans violence contre des personnes	Mois 0
Cambriolages de logements	Mois 0
Vols de véhicules motorisés (automobiles et deux roues motorisées)	Mois 2
Vols dans les véhicules	Mois 0
Vols d'accessoires sur véhicules	Mois 0
Destructions et dégradations	Mois 2
Trafic de stupéfiants	Mois 4
Usage de stupéfiants	Mois 0
Escroqueries	Mois 0

Lecture : Le nombre mensuel de vols sans violence contre des personnes peut être considéré comme stabilisé dès la première extraction (base_requalifiee_0, i.e. correspondant à « M0-aucun recul »).

Champ : France.

Sources :

- SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.
- SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des mis en cause pour des infractions élucidées par la police et la gendarmerie nationales en 2022

À l'exception du trafic de stupéfiants et des vols avec armes, les révisions pour l'ensemble des indicateurs peuvent être considérées comme négligeables au-delà de l'extraction du mois 2, soit l'extraction faite au début du 3^{ème} mois suivant l'enregistrement (Figure 3). S'agissant du trafic de

stupéfiants et des vols avec armes, il faut attendre 4 mois et 5 mois respectivement après la première extraction pour que les révisions puissent être considérées comme négligeables.

Résultats sur les divisions de la NFI

Impact des requalifications

Figure 8 : Évolution des agrégats mensuels par division de la NFI selon le recul temporel de l'extraction (en base 100)

	Mois 0 (aucun recul) – Bilan provisoire	Mois 4 (4 mois de recul) – Bilan définitif	Mois 8 (8 mois de recul)	Révision au bout de 8 mois (en %)
01.C : Homicide non intentionnel	100,0	110,6	113,9	13,9
02.F : Négligences ou comportements dangereux	100,0	112,6	113,7	13,7
02.H : Diffamation ou injure	100,0	105,2	106,4	6,4
05.B : Atteinte au droit d'auteur (propriété littéraire et artistique)	100,0	163,9	176,5	76,5
08.A : Atteintes à l'ordre public	100,0	105,4	105,9	5,9
08.J : Infractions à la législation du travail	100,0	107,9	109,0	9,0
09.G : Infractions à la réglementation routière sans dommage corporel ni matériel	100,0	107,7	108,0	8,0
09.Z : Autres atteintes à la sécurité publique et à la sûreté de l'État	100,0	109,1	110,4	10,4
10.A : Pollution de l'environnement	100,0	121,1	122,7	22,7
10.D : Actes entraînant l'appauvrissement ou la dégradation des ressources naturelles	100,0	112,6	114,5	14,5
10.Z : Autres atteintes au milieu naturel	100,0	113,9	118,5	18,5

Note : Seules les divisions NFI ayant un nombre d'enregistrements supérieur à 200 et des variations d'enregistrements supérieures à 5 % entre la base_requalifiée_0, (i.e. correspondant à « M0-aucun recul ») et celle requalifiée de 8 mois sont présentées dans ce tableau. Les autres résultats sont présentés en annexe.

Lecture : Le nombre d'infractions enregistrées pour la NFI 10.A (Pollution de l'environnement) a été révisé à la hausse de 22,7 % entre la première extraction de la base de données et celle extraite 8 mois plus tard.

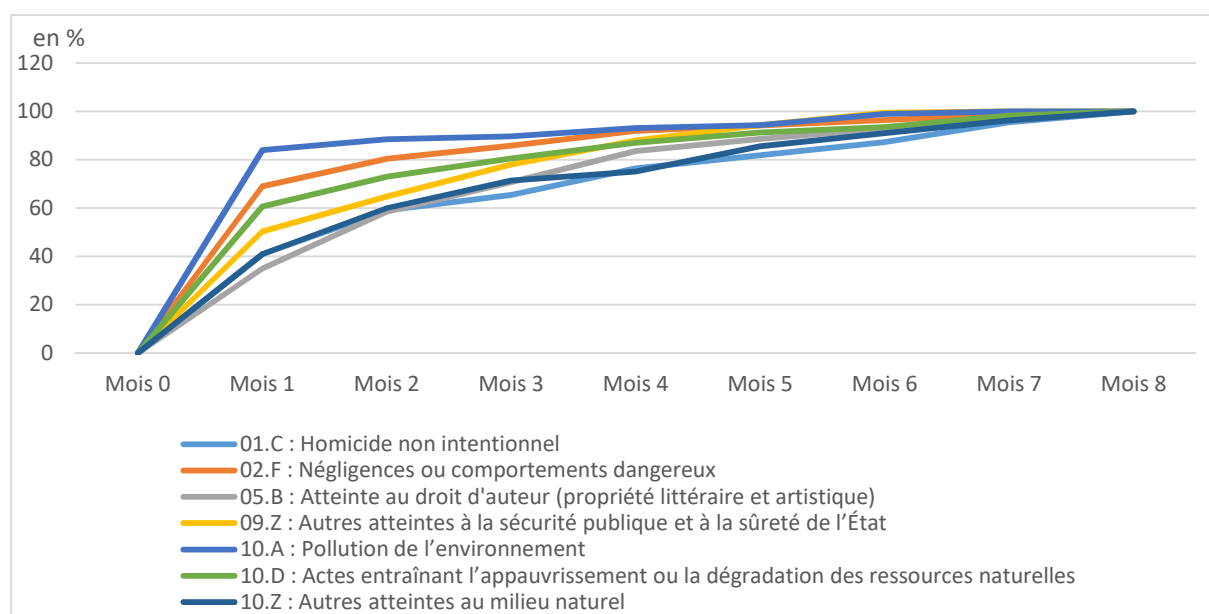
Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

De la même manière que pour les catégories agrégées d'infractions, l'impact des requalifications varie selon la division de la NFI considérée. La division 05.B (Atteinte au droit d'auteur (propriété littéraire et artistique)) et la 10.A (Pollution de l'environnement) sont les plus touchées par les requalifications puisqu'entre la base non requalifiée et celle extraite 8 mois plus tard les enregistrements ont évolué de 77 % pour la NFI 05.B (Figure 8) et 23 % pour la NFI 10.A. Par ailleurs, pour 9 autres divisions de la NFI les enregistrements varient de plus de 6 % entre la première et la 9^{ème} extraction, et pour 5 d'entre elles les variations d'enregistrement sont de plus de 10 %.

Délai de prise en compte des requalifications

Figure 9 : Évolution de la part des requalifications prises en compte au mois M parmi celles à 8 mois pour les 7 divisions de la NFI les plus touchées par les requalifications pour des agrégats mensuels



Lecture : 84 % des requalifications pour la division 10.A (Pollution de l'environnement) sont prises en compte dès le premier mois.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Seules les 7 divisions de la NFI les plus touchées par les requalifications seront présentées dans cette partie, le reste des résultats sera présenté en annexe. S'agissant des regroupements par division de la NFI, là encore les délais de requalification varient. Alors que plus de 80 % des requalifications de la division 10.A (Pollution de l'environnement) et près de 70 % des requalifications de la division 02.F (Négligences ou comportements dangereux) sont déjà prises en compte 1 mois après la première extraction (Figure 9), moins de 50 % le sont pour les divisions 01.C (Homicide non intentionnel), 10.Z (Autres atteintes au milieu naturel) et 05.B (Atteinte au droit d'auteur (propriété littéraire et artistique)). 4 mois après la première extraction, plus de 75 % des requalifications pour toutes ces divisions sont prises en compte, plus de 90 % le sont même pour les divisions 10.A et 02.F.

Délai à partir duquel les révisions sont négligeables

Figure 10 : Délai de stabilisation par division de la NFI pour des agrégats mensuels

	Mois à partir duquel la série peut être considérée comme stable
01.C : Homicide non intentionnel	Mois 6
02.F : Négligences ou comportements dangereux	Mois 4
02.H : Diffamation ou injure	Mois 4
05.B : Atteinte au droit d'auteur (propriété littéraire et artistique)	Mois 8
08.A : Atteintes à l'ordre public	Mois 1
08.J : Infractions à la législation du travail	Mois 2
09.G : Infractions à la réglementation routière sans dommage corporel ni matériel	Mois 1
09.Z : Autres atteintes à la sécurité publique et à la sûreté de l'État	Mois 3
10.A : Pollution de l'environnement	Mois 1
10.D : Actes entraînant l'appauvrissement ou la dégradation des ressources naturelles	Mois 2
10.Z : Autres atteintes au milieu naturel	Mois 5

Lecture : Le nombre mensuel d'enregistrements pour la division 02.H (Diffamation ou injure) peut être considéré comme stabilisé dès la cinquième extraction.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

A l'exception des divisions 05.B, 01.C et 10.Z, pour lesquelles les données mettent plus de temps à se stabiliser, les révisions pour les autres divisions de la NFI sont considérées comme négligeables au maximum 4 mois après la première extraction, soit l'extraction du mois 4. Les requalifications pour la NFI 01.C et 10.Z sont, quant à elles, considérées comme négligeables entre 4 et 5 mois après la première extraction. , les requalifications de la division NFI 05.B ne sont toujours pas négligeables 8 mois après la première extraction.

Sur l'ensemble des divisions de la NFI étudiées (Annexe 2), les requalifications, pour plus de 90 % d'entre elles, sont négligeables au maximum 4 mois après la première extraction.

Résultats sur les index

Impact des requalifications

Figure 11 : Évolution du nombre mensuel d'infractions enregistrées par index selon le recul temporel de l'extraction (en base 100)

	Mois 0 (aucun recul) – Bilan provisoire	Mois 4 (4 mois de recul) – Bilan définitif	Mois 8 (8 mois de recul)	Révision au bout de 8 mois (en %)
103 : Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	100,0	93,0	92,8	-7,2
10 : Séquestrations	100,0	96,0	95,1	-4,9
19 : Autres vols à main armée	100,0	96,6	95,5	-4,5
13 : Atteintes à la dignité et à la personnalité	100,0	97,4	96,6	-3,4
93 : Travail clandestin	100,0	97,3	96,6	-3,4
14 : Violations de domicile	100,0	97,2	96,7	-3,3
87 : Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	100,0	103,6	103,3	3,3
16 : Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements industriels ou commerciaux	100,0	97,2	96,8	-3,2

Note : Seuls les index ayant un nombre d'enregistrements supérieur à 200 et des variations d'enregistrements supérieures à 3 % en valeur absolue entre la base_requalifiée_0, (i.e. correspondant à « M0-aucun recul ») et celle requalifiée de 8 mois sont présentés dans ce tableau. Les résultats pour les index ayant un nombre d'enregistrements supérieur à 200 sont présentés en annexe.

Lecture : Le nombre d'infractions enregistrées pour l'index 103 (Infractions à l'exercice d'une profession réglementée) a été révisé à la baisse de 7,2 % entre la première extraction de la base de données (base_requalifiée_0, (i.e. correspondant à « M0-aucun recul »)) et celle extraite 8 mois plus tard.

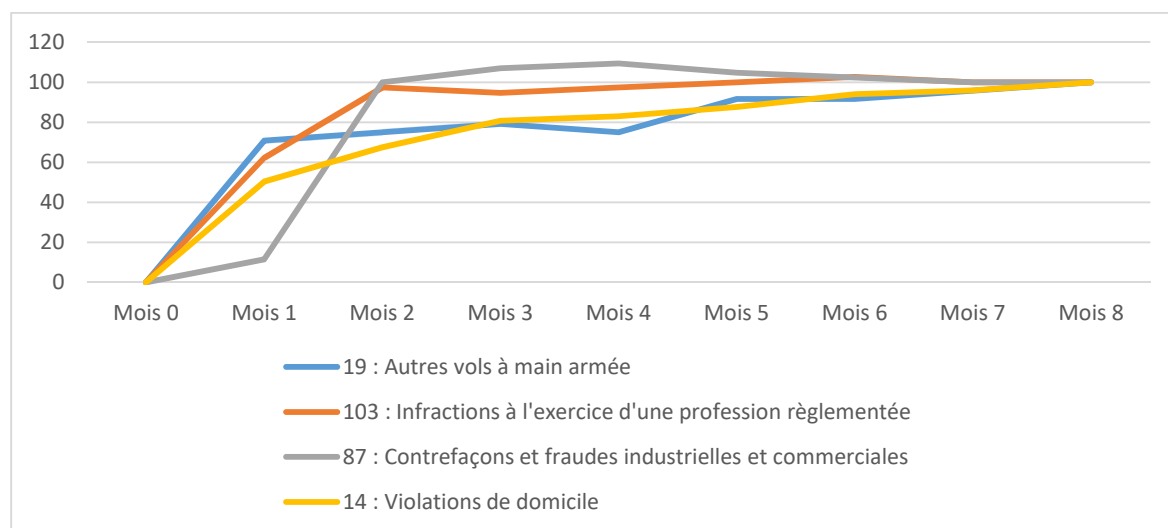
Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

S'agissant des index, l'impact des requalifications varie également selon l'index considéré. L'index 103 (Infractions à l'exercice d'une profession réglementée), l'index 10 (Séquestrations) et l'index 19 (Autres vols à main armée) sont les plus touchés par les requalifications puisqu'entre la base non requalifiée et celle extraite 8 mois plus tard le nombre d'infraction a évolué de plus de 4 % (Figure 11). Par ailleurs, les requalifications ont un effet de plus de 1 % pour presque 60 % des index étudiés et il est supérieur à 2 % pour 33 % des index étudiés. Seuls les 8 index les plus touchés par les requalifications seront présentés dans la suite, le reste des résultats sera présenté en annexe. Il s'agit des index pour lesquels l'effet requalification au bout de 8 mois est supérieur à 3 %.

Délai de prise en compte des requalifications

Figure 12 : Évolution de la part des requalifications prises en compte au mois M parmi celles à 8 mois pour les index 14, 19, 87 et 103 pour des agrégats mensuels

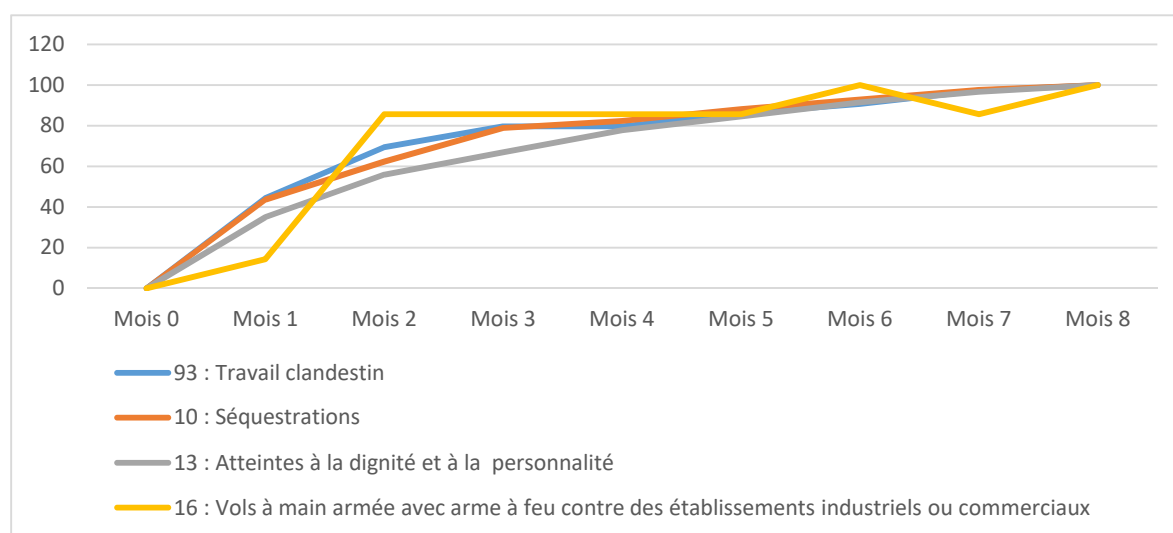


Lecture : 62 % des requalifications pour l'index 103 (Infractions à l'exercice d'une profession réglementée) sont prises en compte dès le premier mois.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Figure 13 : Évolution de la part des requalifications prises en compte au mois M parmi celles à 8 mois pour les index 10, 13, 16 et 93 pour des agrégats mensuels



Lecture : 35 % des requalifications pour l'index 13 (Atteintes à la dignité et à la personnalité) sont prises en compte dès le premier mois.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Les délais de requalification sont très variables selon l'index considéré. En effet, alors que les requalifications pour l'index 103 (Infractions à l'exercice d'une profession réglementée) (Figure 12) sont rapidement prises en compte, les requalifications pour l'index 13 (Atteintes à la dignité et à la personnalité) (Figure 13) mettent beaucoup plus de temps à être prises en compte. En effet, plus de 90 % des requalifications pour l'index 103 sont prises en compte au bout de 2 mois alors qu'à peine la moitié des requalifications de l'index 13 le sont au bout de 2 mois. S'agissant des autres index présentés, plus de trois quarts des requalifications sont prises en compte au bout de 4 mois.

Délai à partir duquel les révisions sont négligeables

Figure 14 : Délai de stabilisation par index pour des agrégats mensuels

	Mois à partir duquel la série peut être considérée comme stable
103 : Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	Mois 2
10 : Séquestrations	Mois 2
19 : Autres vols à main armée	Mois 1
93 : Travail clandestin	Mois 1
13 : Atteintes à la dignité et à la personnalité	Mois 2
14 : Violations de domicile	Mois 3
16 : Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements industriels ou commerciaux	Mois 1
87 : Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	Mois 0

Lecture : Le nombre mensuel d'enregistrements pour l'index 103 (Infractions à l'exercice d'une profession réglementée) peut être considéré comme stabilisé dès la troisième extraction.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases simulées à partir des bases statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

A l'exception de l'index 14, pour les 7 autres index les requalifications sont négligeables au plus tard 2 mois après la première extraction. Concernant l'index 14 il faut attendre 3 mois après la première extraction pour que les requalifications soient négligeables.

S'agissant des autres index, pour presque 70 % des index étudiés, les requalifications sont négligeables dès la première extraction. Par ailleurs, à l'exception de l'index 23 (Vols avec violences sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels) pour qui les requalifications sont négligeables au bout de 6 mois après la première extraction, pour l'ensemble des index étudiés les requalifications sont négligeables au maximum 4 mois après la première extraction.

Résultats sur les natures d'infraction

Les résultats sur les délais à partir desquels les données sont négligeables pour les natures d'infraction sont accessibles en données complémentaires sur le site Interstats du SSMSI.

Pour plus de 90 % des natures d'infraction étudiées (i.e. celles ayant plus de 200 enregistrements en cumul sur les 4 mois retenus), les requalifications sont négligeables au maximum 4 mois après la première extraction. Par ailleurs, les requalifications sont négligeables dès la première extraction pour 27 % des natures d'infraction étudiées (voir données complémentaires).

Effet des requalifications sur les statistiques annuelles de la délinquance enregistrée

Méthodologie d'évaluation de l'effet requalification sur les données annuelles

L'objectif de ce travail est, ici, d'observer l'impact des requalifications sur des données annuelles. Afin d'utiliser la même méthodologie que celle explicitée dans le cas des requalifications des données mensuelles, il faudrait disposer de 12 bases contenant les données enregistrées entre janvier et décembre 2022 extraites à différents mois.

La première base disponible pour les données enregistrées en 2022 serait extraite en janvier 2023, la seconde serait extraite en février 2023,... jusqu'à la dernière qui serait extraite en décembre 2023 et qui permettrait d'avoir un recul de 11 mois sur les données.

Néanmoins ces bases ne sont pas disponibles, le SSMSI ne réalisant que deux extractions des données annuelles (en janvier et en mai). Elles vont donc être simulées à partir des données dont on dispose. Pour ce faire, les données utilisées seront les 12 bases mensuelles décrites dans la partie « Données disponibles » sur les requalifications mensuelles.

Au sein d'une base de données annuelle, les données sont à différents stades de requalification : celui-ci dépend de la date d'enregistrement de l'infraction. Pour une extraction M mois après la fin de l'année, les données du mois de décembre sont requalifiées M mois, celles du mois de novembre M+1 mois, celles du mois d'octobre M+2 mois... celles du mois de janvier M+11 mois. Ainsi, quelle que soit la date d'extraction, tout agrégat annuel est calculé à partir de données ayant des degrés divers de requalification.

Création des bases spécifiques servant à l'étude

Afin de reconstituer les bases annuelles selon les différents degrés de requalification, les infractions enregistrées en janvier 2022 dans les bases mensuelles ont été utilisées. L'idée est de créer des bases annuelles uniquement à partir des données du mois de janvier, en cumulant ces données observées à différents stades de requalification.

La première base, **base 0**, correspond à une simulation de la base annuelle extraite en janvier 2023 et correspond à la base de données permettant de fournir les chiffres du bilan provisoire ([SSMSI, 2023](#)). Elle comprend donc des données qui sont requalifiées entre 0 mois (mois de décembre 2022) et 11 mois (janvier 2022).

La base simulée contient alors les infractions enregistrées en janvier 2022 dans :
-la base extraite en février 2022, soit avec 0 mois de requalification, ce qui correspond à la simulation des données du mois de décembre 2022 dans la base annuelle extraite en janvier 2023
-la base extraite en mars 2022, soit avec 1 mois de requalification, ce qui correspond à la simulation des données du mois de novembre 2022 dans la base annuelle extraite en janvier 2023
...

-la base extraite en janvier 2023, soit avec 11 mois de requalification, ce qui correspond à la simulation des données du mois de janvier 2022 dans la base annuelle extraite en janvier 2023

La seconde base, **base 1**, correspond à une simulation de la base annuelle extraite en février 2023 et permet d'avoir un recul d'un mois sur les données annuelles. Cette base simulée contient les infractions enregistrées en janvier 2022 dans :
-la base extraite en mars 2022, soit avec 1 mois de requalification, ce qui correspond à la simulation

des données du mois de décembre 2022 dans la base annuelle extraite en février 2023
-la base extraite en avril 2022, soit avec 2 mois de requalification, ce qui correspond à la simulation des données du mois de novembre 2022 dans la base annuelle extraite en février 2023
...

-la base extraite en janvier 2023, soit avec 11 mois de requalification, ce qui correspond à la simulation des données du mois de février 2022 dans la base annuelle extraite en février 2023
-une nouvelle fois, la base extraite en janvier 2023, soit avec 11 mois de requalification : cela sert de proxy aux données du mois de janvier 2022 dans la base annuelle extraite en janvier 2023. En toute logique, il faudrait utiliser les données de janvier 2022 extraites en février 2023 pour avoir les 12 mois de requalification, mais ces données ne sont pas disponibles au sein du SSMSI (l'extraction de février 2023 ne portant que sur les données 2023). La méthode utilisée conduit donc à négliger les requalifications au-delà du 11^{ème} mois.

La douzième base, **base 11**, correspond à une simulation de la base annuelle extraite en décembre 2023 et permet d'avoir un recul de 11 mois sur les données annuelles, en négligeant les requalifications après le 11^{ème} mois.

Cette base simulée contient les infractions enregistrées en janvier 2022 dans :

-la base extraite en janvier 2023, ce qui correspond à la simulation des données du mois de décembre 2022 dans la base annuelle extraite en décembre 2023

-la base extraite en janvier 2023, ce qui correspond à la simulation des données du mois de novembre 2022 dans la base annuelle extraite en décembre 2023

...

-la base extraite en janvier 2023, ce qui correspond à la simulation des données du mois de février 2022 dans la base annuelle extraite en décembre 2023

-la base extraite en janvier 2023, ce qui correspond à la simulation des données du mois de janvier 2022 dans la base annuelle extraite en décembre 2023

Soit 12 fois les données du mois de janvier 2022 extraites en janvier 2023.

Afin d'avoir des données plus robustes et d'enlever un potentiel biais qu'il pourrait y avoir sur les données du mois de janvier, les données enregistrées entre janvier et avril 2022 ont en réalité été utilisées selon le principe ci-dessus. En effet, si le mois de janvier 2022 avait un profil particulier sur les requalifications (c'est-à-dire beaucoup de requalifications ce mois-ci ou au contraire très peu), cela se serait reporté sur l'ensemble des données. L'utilisation des données jusqu'au mois d'avril conduit donc à négliger les requalifications au-delà du 8^{ème} mois, dans la mesure où les données d'avril 2022 ont connu 8 mois de requalification lors de l'extraction de janvier 2023.

En comparaison à l'explication de la construction des bases précédentes dans la partie sur les requalifications sur les agrégats mensuels (cf. figure 2), l'extraction au mois de février 2022 des données enregistrées en janvier 2022 correspondra à la base *Base_requalifiees_0* présentée dans la partie sur les requalifications mensuelles. L'extraction au mois de mars 2022 des données enregistrées en janvier 2022 correspondra dans ce cas à la base *Base_requalifiees_1*,... (cf. figure 15)

Figure 15 : Différentes bases utilisées pour le suivi annuel des requalifications

Base créée	Base d'extraction pour les données enregistrées entre janvier et avril 2022	Mois simulé dans la base de données simulée	Base simulée
Base 0	Base_requalifiees_0	Décembre 2022	Base annuelle extraite en janvier 2023 (données non requalifiées)
	Base_requalifiees_1	Novembre 2022	
	Base_requalifiees_2	Octobre 2022	
	Base_requalifiees_3	Septembre 2022	
	Base_requalifiees_4	Août 2022	
	Base_requalifiees_5	Juillet 2022	
	Base_requalifiees_6	Juin 2022	
	Base_requalifiees_7	Mai 2022	
	Base_requalifiees_8	Avril 2022	
	Base_requalifiees_8	Mars 2022	
	Base_requalifiees_8	Février 2022	
	Base_requalifiees_8	Janvier 2022	
Base 1	Base_requalifiees_1	Décembre 2022	Base annuelle extraite en février 2023 (recul de 1 mois sur les données annuelles)
	Base_requalifiees_2	Novembre 2022	
	Base_requalifiees_3	Octobre 2022	
	Base_requalifiees_4	Septembre 2022	
	Base_requalifiees_5	Août 2022	
	Base_requalifiees_6	Juillet 2022	
	Base_requalifiees_7	Juin 2022	
	Base_requalifiees_8	Mai 2022	
	Base_requalifiees_8	Avril 2022	
	Base_requalifiees_8	Mars 2022	
	Base_requalifiees_8	Février 2022	
	Base_requalifiees_8	Janvier 2022	
Base 2	Base_requalifiees_2	Décembre 2022	Base annuelle extraite en mars 2023 (recul de 2 mois sur les données annuelles)
	Base_requalifiees_3	Novembre 2022	
	Base_requalifiees_4	Octobre 2022	
	Base_requalifiees_5	Septembre 2022	
	Base_requalifiees_6	Août 2022	
	Base_requalifiees_7	Juillet 2022	
	Base_requalifiees_8	Juin 2022	
	Base_requalifiees_8	Mai 2022	
	Base_requalifiees_8	Avril 2022	
	Base_requalifiees_8	Mars 2022	
	Base_requalifiees_8	Février 2022	
	Base_requalifiees_8	Janvier 2022	
Base 8	Base_requalifiees_8	Décembre 2022	Base annuelle extraite en décembre 2023 (recul de 11 mois sur les données annuelles)
	Base_requalifiees_8	Novembre 2022	
	Base_requalifiees_8	Octobre 2022	
	Base_requalifiees_8	Septembre 2022	
	Base_requalifiees_8	Août 2022	
	Base_requalifiees_8	Juillet 2022	
	Base_requalifiees_8	Juin 2022	

	Base_requalifiees_8	Mai 2022	
	Base_requalifiees_8	Avril 2022	
	Base_requalifiees_8	Mars 2022	
	Base_requalifiees_8	Février 2022	
	Base_requalifiees_8	Janvier 2022	

Définition d'un critère permettant de considérer les requalifications comme négligeables

Dans les différentes publications du SSMSI, les évolutions annuelles des différents indicateurs sont généralement présentées avec une précision au pourcent. Les requalifications peuvent alors être considérées comme négligeables lorsque les révisions futures, i.e. qui interviendront lors des mois et années suivants l'extraction, aura un effet inférieur à 1 % sur le total de la série³. Ces révisions futures peuvent être estimées par la différence entre la révision à long terme (prise ici par convention au mois 8) et la révision déjà prise en compte au mois en cours.

Résultats sur l'ensemble des indicateurs

Les résultats sur les délais à partir desquels les révisions sont négligeables pour l'ensemble des indicateurs présentés dans la partie précédente sont présentés dans les données complémentaires, disponible sur le site Interstats du SSMSI.

Pour toutes les catégories agrégées d'infraction (données complémentaires 2), les révisions peuvent être considérées comme négligeables au maximum 1 mois après l'extraction de janvier : c'est le cas pour les homicides et le trafic de stupéfiants. Pour les autres catégories agrégées d'infraction les requalifications sont négligeables dès la première extraction. Un éclairage sur les révisions mensuelles des agrégats annuels des différentes catégories agrégées d'infraction est disponible dans le bilan définitif publié par le SSMSI en septembre 2023 ([SSMSI, 2023](#)).

S'agissant des différentes divisions de la NFI (données complémentaires 3), pour près de 6 sur dix, les requalifications sont négligeables dès la première extraction. Par ailleurs, les requalifications sont négligeables au maximum 4 mois après l'extraction de janvier pour 96 % des divisions NFI.

Pour les index (données complémentaires 4), toutes les révisions sont considérées comme négligeable au maximum 1 mois après l'extraction de janvier. Enfin, les révisions pour 96 % des Natinf étudiées sont négligeables au maximum 4 mois après l'extraction de janvier (données complémentaires 5).

³ Le critère choisi est ici différent de celui sur les requalifications sur des agrégats mensuels car il n'y a pas suffisamment d'évolutions annuelles disponibles pour utiliser les déciles d'évolution.

Conclusion

L'impact des requalifications sur les indicateurs suivis par le SSMSI dépend à la fois du type d'infractions considéré et du pas temporel. Ils peuvent dépendre également du niveau géographique d'intérêt, dimension non étudiée dans cette étude méthodologique. Le principe général est que les séries les plus agrégées et sur un pas de temps plus long (annuel) sont moins sensibles aux requalifications. Les analyses produites par le SSMSI ne portent pas toujours sur des champs infractionnels agrégés, si bien qu'il est nécessaire d'attendre quelques mois que les données soient correctement requalifiées pour produire des statistiques fiabilisées. Il y a donc un arbitrage à faire entre la fraîcheur des données (disponibles dès le début du mois suivant, et publiées par exemple via la note de conjoncture du service) et la fiabilisation de celles-ci. Pour répondre à ces deux objectifs, le SSMSI réalise deux extractions annuelles des données : une extraction provisoire, dès le début de l'année suivante, et une extraction définitive début mai. La date de cette deuxième extraction résulte d'un compromis entre les deux objectifs antinomiques précédemment cités : fraîcheur et qualité des données.

Pour en savoir plus :

Gerbeaux, A. (2021), Infractions à la législation sur les stupéfiants : premier état des lieux statistique, *Interstats Analyse n° 38*, SSMSI, novembre.

SSMSI (2022), Insécurité et délinquance en 2022 : une première photographie, *Interstats Analyse n° 54*, SSMSI, janvier.

SSMSI (2023), Insécurité et délinquance en 2022 : bilan statistique complet, *Interstats Références*, SSMSI, septembre.

Annexe 1 : Évolution des agrégats mensuels par division de la NFI selon le recul temporel de l'extraction (en base 100)

Code_NFI	Libellé	Mois 0 (aucun recul) – Bilan provisoire	Mois 4 (4 mois de recul) – Bilan définitif	Mois 8 (8 mois de recul)	Révision au bout de 8 mois (en %)
01.A	Homicide intentionnel	100,0	97,5	96,4	-3,6
01.C	Homicide non intentionnel	100,0	110,6	113,9	13,9
02.A	Atteintes volontaires à l'intégrité de la personne	100,0	100,4	100,5	0,5
02.B	Atteintes à la liberté	100,0	98,9	98,7	-1,3
02.E	Extorsion ou chantage	100,0	98,6	98,5	-1,5
02.F	Négligences ou comportements dangereux	100,0	112,6	113,7	13,7
02.G	Harcèlements	100,0	97,8	97,2	-2,8
02.H	Diffamation ou injure	100,0	105,2	106,4	6,4
02.I	Discrimination	100,0	97,5	96,9	-3,1
02.J	Atteintes à l'intimité de la personne	100,0	98,6	98,0	-2,0
02.K	Abus de faiblesse	100,0	98,8	98,3	-1,7
03.A	Viol	100,0	97,8	97,4	-2,6
03.B	Agression ou atteinte sexuelle	100,0	98,4	98,1	-1,9
03.C	Violences sexuelles non physique	100,0	102,9	103,0	3,0
03.D	Exploitation sexuelle	100,0	97,6	97,0	-3,0
04.A	Vol avec violence ou menace	100,0	99,5	99,2	-0,8
05.A	Vol sans violence et abus de confiance	100,0	99,2	99,0	-1,0
05.B	Atteinte au droit d'auteur (propriété littéraire et artistique)	100,0	163,9	176,5	76,5
05.C	Destructions ou dégradations volontaires	100,0	100,8	100,9	0,9
05.Z	Autres atteintes aux biens sans violence	100,0	103,4	104,1	4,1
06.A	Infractions à la législation sur les stupéfiants	100,0	99,8	99,8	-0,2
06.B	Infractions à la législation sur l'alcool, le tabac ou les produits dopants	100,0	104,2	104,3	4,3
06.Z	Autres infractions liées aux substances vénéneuses	100,0	100,1	99,9	-0,1
07.A	Fraude	100,0	99,9	99,8	-0,2
07.B	Contrefaçon ou faux	100,0	98,9	98,6	-1,4
07.C	Atteinte à la probité	100,0	97,5	97,3	-2,7
07.D	Actes faisant intervenir le produit d'une infraction	100,0	100,2	100,4	0,4
08.A	Atteintes à l'ordre public	100,0	105,4	105,9	5,9

08.B	Atteintes aux mœurs	100,0	100,0	100,4	0,4
08.C	Atteintes à la liberté d'expression ou à ses limites	100,0	99,3	99,3	-0,7
08.D	Infractions économiques ou financières	100,0	103,0	103,9	3,9
08.G	Infractions à la législation sur les étrangers	100,0	99,9	99,8	-0,2
08.H	Atteintes à l'autorité de la justice	100,0	100,3	100,4	0,4
08.J	Infractions à la législation du travail	100,0	107,9	109,0	9,0
08.Z	Autres atteintes à l'ordre public et à l'autorité de l'Etat	100,0	100,1	100,2	0,2
09.A	Infractions à la législation sur les armes et les explosifs	100,0	100,5	100,6	0,6
09.B	Atteintes à la santé et à la sécurité	100,0	101,7	101,8	1,8
09.C	Atteintes à un système informatique	100,0	98,9	98,4	-1,6
09.E	Participation à une association de malfaiteurs	100,0	97,0	96,0	-4,0
09.G	Infractions à la réglementation routière sans dommage corporel ni matériel	100,0	97,7	97,3	-2,7
09.F	Terrorisme	100,0	107,7	108,0	8,0
09.Z	Autres atteintes à la sécurité publique et à la sûreté de l'État	100,0	109,1	110,4	10,4
10.A	Pollution de l'environnement	100,0	121,1	122,7	22,7
10.B	Déchets	100,0	100,0	99,6	-0,4
10.D	Actes entraînant l'appauvrissement ou la dégradation des ressources naturelles	100,0	112,6	114,5	14,5
10.Z	Autres atteintes au milieu naturel	100,0	113,9	118,5	18,5
11.B	Infractions militaires	100,0	99,7	99,7	-0,3

Note : Seuls les codes NFI ayant un nombre d'enregistrements supérieur à 200.

Lecture : Le nombre d'infractions enregistrées pour la division NFI 01.C (Homicide non intentionnel) a été révisé à la hausse de 13,9 % entre la première extraction de la base de données et celle extraite 8 mois plus tard.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases *simulées à partir des bases* statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Annexe 2 : Délai de stabilisation par division de la NFI pour des agrégats mensuels

	Libellé	Mois à partir duquel la série peut être considérée comme stable
01.A	Homicide intentionnel	Mois 3
01.C	Homicide non intentionnel	Mois 6
02.A	Atteintes volontaires à l'intégrité de la personne	Mois 0
02.B	Atteintes à la liberté	Mois 0
02.E	Extorsion ou chantage	Mois 0
02.F	Négligences ou comportements dangereux	Mois 4
02.G	Harcèlements	Mois 3
02.H	Diffamation ou injure	Mois 4
02.I	Discrimination	Mois 0
02.J	Atteintes à l'intimité de la personne	Mois 1
02.K	Abus de faiblesse	Mois 0
03.A	Viol	Mois 3
03.B	Agression ou atteinte sexuelle	Mois 1
03.C	Violences sexuelles non physique	Mois 1
03.D	Exploitation sexuelle	Mois 1
04.A	Vol avec violence ou menace	Mois 0
05.A	Vol sans violence et abus de confiance	Mois 1
05.B	Atteinte au droit d'auteur (propriété littéraire et artistique)	Non négligeable
05.C	Destructions ou dégradations volontaires	Mois 2
05.Z	Autres atteintes aux biens sans violence	Mois 1
06.A	Infractions à la législation sur les stupéfiants	Mois 0
06.B	Infractions à la législation sur l'alcool, le tabac ou les produits dopants	Mois 1
06.Z	Autres infractions liées aux substances vénéneuses	Mois 0
07.A	Fraude	Mois 0
07.B	Contrefaçon ou faux	Mois 1
07.C	Atteinte à la probité	Mois 1
07.D	Actes faisant intervenir le produit d'une infraction	Mois 0
08.A	Atteintes à l'ordre public	Mois 1

08.B	Atteintes aux mœurs	Mois 0
08.C	Atteintes à la liberté d'expression ou à ses limites	Mois 0
08.D	Infractions économiques ou financières	Mois 0
08.G	Infractions à la législation sur les étrangers	Mois 0
08.H	Atteintes à l'autorité de la justice	Mois 0
08.J	Infractions à la législation du travail	Mois 2
08.Z	Autres atteintes à l'ordre public et à l'autorité de l'Etat	Mois 0
09.A	Infractions à la législation sur les armes et les explosifs	Mois 0
09.B	Atteintes à la santé et à la sécurité	Mois 0
09.C	Atteintes à un système informatique	Mois 1
09.E	Participation à une association de malfaiteurs	Mois 1
09.F	Terrorisme	Mois 0
09.G	Infractions à la réglementation routière sans dommage corporel ni matériel	Mois 1
09.Z	Autres atteintes à la sécurité publique et à la sûreté de l'État	Mois 3
10.A	Pollution de l'environnement	Mois 1
10.B	Déchets	Mois 0
10.D	Actes entraînant l'appauvrissement ou la dégradation des ressources naturelles	Mois 2
10.Z	Autres atteintes au milieu naturel	Mois 5
11.B	Infractions militaires	Mois 0

Note : Seuls les codes NFI ayant un nombre d'enregistrements supérieur à 200.

Lecture : Le nombre mensuel d'enregistrements pour la division NFI 01.C (Homicide non intentionnel) peut être considéré comme stabilisé à la septième extraction.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases *simulées à partir des bases* statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Annexe 3 : Évolution du nombre mensuel d'infractions enregistrées par index selon le recul temporel de l'extraction (en base 100)

		Mois 0 (aucun recul) – Bilan provisoire	Mois 4 (4 mois de recul) – Bilan définitif	Mois 8 (8 mois de recul)	Révision au bout de 8 mois (en %)
5	Tentatives d'homicides pour d'autres motifs	100,0	100,7	100,0	0,0
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	100,0	99,3	99,2	-0,8
10	Séquestrations	100,0	96,0	95,1	-4,9
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	100,0	98,6	98,3	-1,7
12	Menaces ou chantages dans un autre but	100,0	98,6	98,4	-1,6
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	100,0	97,4	96,6	-3,4
14	Violations de domicile	100,0	97,2	96,7	-3,3
16	Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements industriels ou commerciaux	100,0	97,2	96,8	-3,2
19	Autres vols à main armée avec arme à feu	100,0	96,6	95,5	-4,5
22	Autres vols avec armes blanches ou par destination	100,0	99,1	98,6	-1,4
23	Vols avec violences sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	100,0	98,7	97,9	-2,1
24	Vols avec violences sans armes contre des particuliers à leur domicile	100,0	98,1	97,4	-2,6
25	Vols avec violences sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autre lieu public	100,0	99,9	99,8	-0,2
26	Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes	100,0	98,7	98,4	-1,6
27	Cambriolages de locaux d'habitation principale	100,0	99,0	98,7	-1,3
28	Cambriolages de résidences secondaires	100,0	99,8	99,7	-0,3
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	100,0	99,4	99,3	-0,7
30	Cambriolages d'autres lieux	100,0	98,7	98,4	-1,6
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	100,0	97,9	97,4	-2,6

32	Vols à la tire	100,0	98,3	98,1	-1,9
33	Vols à l'étalage	100,0	100,1	100,0	0,0
35	Vols d'automobiles	100,0	98,1	97,6	-2,4
36	Vols de véhicules motorisés à deux roues	100,0	98,9	98,8	-1,2
37	Vols à la roulotte	100,0	99,7	99,6	-0,4
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	100,0	100,0	100,0	0,0
39	Vols simples sur chantier	100,0	99,7	99,4	-0,6
40	Vols simples sur exploitations agricoles	100,0	100,0	99,7	-0,3
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	100,0	100,4	100,5	0,5
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	100,0	98,7	98,5	-1,5
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	100,0	99,7	99,5	-0,5
44	Recels	100,0	100,5	100,7	0,7
45	Proxénétisme	100,0	97,8	97,8	-2,2
46	Viols sur des majeur(e)s	100,0	97,8	97,2	-2,8
47	Viols sur des mineur(e)s	100,0	98,1	97,8	-2,2
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	100,0	99,0	99,0	-1,0
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	100,0	99,8	100,1	0,1
50	Atteintes sexuelles	100,0	97,9	97,3	-2,7
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants.	100,0	99,8	99,9	-0,1
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	100,0	99,3	99,3	-0,7
54	Non-versement de pension alimentaire	100,0	99,3	99,3	-0,7
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	100,0	99,5	99,4	-0,6
56	Usage-revente de stupéfiants	100,0	102,3	102,4	2,4
57	Usage de stupéfiants	100,0	100,4	100,5	0,5
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	100,0	97,4	97,1	-2,9
59	Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur	100,0	100,3	100,4	0,4

	l'alcool et le tabac				
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	100,0	100,6	101,1	1,1
62	Incendies volontaires de biens publics	100,0	99,5	98,9	-1,1
63	Incendies volontaires de biens privés	100,0	98,6	98,0	-2,0
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	100,0	99,0	98,8	-1,2
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	100,0	98,4	98,1	-1,9
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	100,0	99,8	99,8	-0,2
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	100,0	99,5	99,5	-0,5
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	100,0	100,1	100,1	0,1
71	Autres infractions à la police des étrangers	100,0	100,0	100,0	0,0
72	Outrages à dépositaires de l'autorité	100,0	99,1	98,9	-1,1
73	Violences à dépositaires de l'autorité	100,0	97,8	97,3	-2,7
74	Port ou détention d'armes prohibées	100,0	100,0	100,1	0,1
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	100,0	98,7	98,7	-1,3
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	100,0	100,5	100,9	0,9
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	100,0	98,1	98,1	-1,9
79	Atteintes à l'environnement	100,0	99,6	99,5	-0,5
80	Chasse et pêche	100,0	100,2	100,2	0,2
81	Faux documents d'identité	100,0	98,6	98,8	-1,2
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	100,0	99,5	99,6	-0,4
83	Autres faux documents administratifs	100,0	99,5	98,6	-1,4
84	Faux en écriture publique et authentique	100,0	98,0	97,4	-2,6
85	Autres faux en écriture	100,0	99,0	98,8	-1,2
86	Fausse monnaie	100,0	100,0	100,3	0,3
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	100,0	103,6	103,3	3,3
89	Falsifications et usages de chèques volés	100,0	101,6	101,7	1,7
90	Falsifications et usages de cartes	100,0	99,2	99,0	-1,0

	de crédit				
91	Escroqueries et abus de confiance	100,0	99,7	99,6	-0,4
92	Infractions à la législation sur les chèques	100,0	98,7	98,9	-1,1
93	Travail clandestin	100,0	97,3	96,6	-3,4
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	100,0	98,6	98,0	-2,0
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	100,0	99,8	100,3	0,3
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	100,0	100,4	99,4	-0,6
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	100,0	93,0	92,8	-7,2
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	100,0	100,2	100,2	0,2
105	Fraudes fiscales	100,0	98,1	97,6	-2,4
106	Autres délits économiques et financiers	100,0	98,9	98,6	-1,4
107	Autres délits	100,0	98,6	98,3	-1,7

Note : Seuls les index ayant un nombre d'enregistrements supérieur à 200 sont présentés dans ce tableau.

Lecture : Le nombre d'infractions enregistrées pour l'index 103 a été révisé à la baisse de 7,2 % entre la première extraction de la base de données et celle extraite 8 mois plus tard.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases *simulées à partir des bases* statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.

Annexe 4 : Délai de stabilisation par index pour des agrégats mensuels

Code_index	Libellé	Mois à partir duquel la série peut être considérée comme stable
5	Tentatives d'homicides pour d'autres motifs	Mois 1
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	Mois 0
10	Séquestrations	Mois 2
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	Mois 1
12	Menaces ou chantages dans un autre but	Mois 0
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	Mois 2
14	Violations de domicile	Mois 3
16	Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements industriels ou commerciaux	Mois 1
19	Autres vols à main armée avec arme à feu	Mois 1
22	Autres vols avec armes blanches ou par destination	Mois 0
23	Vols avec violences sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	Mois 6
24	Vols avec violences sans armes contre des particuliers à leur domicile	Mois 3
25	Vols avec violences sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autre lieu public	Mois 0
26	Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes	Mois 1
27	Cambriolages de locaux d'habitation principale	Mois 0
28	Cambriolages de résidences secondaires	Mois 0
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	Mois 0
30	Cambriolages d'autres lieux	Mois 1
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	Mois 0
32	Vols à la tire	Mois 1
33	Vols à l'étalage	Mois 0
35	Vols d'automobiles	Mois 1
36	Vols de véhicules motorisés à deux roues	Mois 0
37	Vols à la roulotte	Mois 0
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	Mois 0
39	Vols simples sur chantier	Mois 0
40	Vols simples sur exploitations agricoles	Mois 0
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	Mois 0
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	Mois 0
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	Mois 0
44	Recels	Mois 0
45	Proxénétisme	Mois 0

46	Viols sur des majeur(e)s	Mois 4
47	Viols sur des mineur(e)s	Mois 1
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	Mois 0
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	Mois 0
50	Atteintes sexuelles	Mois 1
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants.	Mois 0
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	Mois 0
54	Non-versement de pension alimentaire	Mois 0
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	Mois 0
56	Usage-revente de stupéfiants	Mois 0
57	Usage de stupéfiants	Mois 0
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	Mois 0
59	Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	Mois 0
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	Mois 0
62	Incendies volontaires de biens publics	Mois 0
63	Incendies volontaires de biens privés	Mois 1
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	Mois 1
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	Mois 2
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	Mois 0
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	Mois 0
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	Mois 0
71	Autres infractions à la police des étrangers	Mois 0
72	Outrages à dépositaires de l'autorité	Mois 0
73	Violences à dépositaires de l'autorité	Mois 2
74	Port ou détention d'armes prohibées	Mois 0
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	Mois 0
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	Mois 0
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	Mois 1
79	Atteintes à l'environnement	Mois 0
80	Chasse et pêche	Mois 0
81	Faux documents d'identité	Mois 0
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	Mois 0
83	Autres faux documents administratifs	Mois 0

84	Faux en écriture publique et authentique	Mois 0
85	Autres faux en écriture	Mois 0
86	Fausse monnaie	Mois 0
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	Mois 0
89	Falsifications et usages de chèques volés	Mois 2
90	Falsifications et usages de cartes de crédit	Mois 0
91	Escroqueries et abus de confiance	Mois 0
92	Infractions à la législation sur les chèques	Mois 0
93	Travail clandestin	Mois 1
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	Mois 0
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	Mois 0
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	Mois 0
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	Mois 1
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	Mois 0
105	Fraudes fiscales	Mois 1
106	Autres délits économiques et financiers	Mois 0
107	Autres délits	Mois 1

Lecture : Le nombre mensuel d'enregistrements pour l'index 103 peut être considéré comme stabilisé dès la deuxième extraction.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases *simulées à partir des bases* statistiques des infractions enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2022.